

NON AU HARCÈLEMENT

Règlement du Prix «Non au Harcèlement» 5ème édition 2017-2018

Article 1 Présentation

La participation à ce concours implique l'acceptation du présent règlement.

1.1 Cadre réglementaire

Le ministère a fait de la problématique du harcèlement et du cyberharcèlement une de ses priorités, l'organisation de ce prix constitue un des axes forts de sa politique publique.

Conformément à la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, le prix « non au harcèlement » offre aux élèves et aux équipes pédagogiques et éducatives l'opportunité de débattre en classe de la problématique du harcèlement et du cyberharcèlement, afin de mieux cerner les enjeux, et ainsi, de prévenir plus efficacement les risques liés à ces violences.

Cette action collective, qui passe par une sensibilisation de la communauté éducative, une plus grande implication des témoins et une responsabilisation des auteurs, crée les conditions d'un cadre apaisé, sécurisé et respectueux des élèves, des personnels et des usagers de l'École. Cette dynamique de prévention, pensée et décrite dans les plans de prévention des violences de l'école et de l'établissement, doit s'inscrire dans une démarche plus globale d'amélioration du climat scolaire.

1.2 Objectifs

Objectifs généraux

- Sensibiliser enfants et adultes au harcèlement à l'école ;
- Donner la parole aux enfants et aux jeunes en les rendant acteurs de la prévention ;
- Inciter à la mise en place de projet pérenne dans les écoles, établissements et structures concernées.

Objectifs pédagogiques

L'objectif du prix « Non au harcèlement » est de mobiliser les élèves en matière de prévention du harcèlement, notamment acquérir la connaissance de ce phénomène, comprendre comment il se déploie, ses conséquences, ce que chacun peut faire à son niveau pour avoir une juste place dans le groupe. Il s'agit en particulier de mobiliser les témoins des phénomènes de harcèlement, qui sont les plus à même de prendre position, de parler aux adultes et ainsi de rompre la loi du silence.

·Le prix peut servir de support à un travail dans le cadre de l'enseignement moral et civique et venir enrichir le parcours citoyen des élèves par exemple, car il permet d'acquérir les aptitudes détaillées dans le domaine 3 du socle commun de connaissances, de compétences et de culture – formation de la personne et du citoyen.

·Le prix peut également être inclus dans le parcours éducatif de santé, car il permet de travailler sur ses dimensions notamment psychique et sociale.

·Toutes les passerelles interdisciplinaires sont les bienvenues. Les espaces de travail qui contribuent à développer un enseignement co-disciplinaire pourront être exploités (notamment classes à projet artistique et culturel (PAC), travaux personnels encadrés, enseignements d'exploration, etc.).

·Les enseignements pratiques interdisciplinaires constituent également des espaces propices au développement d'un projet dans le cadre du prix Non au harcèlement. Outre les ressources de l'établissement, on pourra avantageusement faire appel aux différents partenaires de l'Éducation nationale dans la mise en œuvre du projet.

1.3 Organisation

Ce prix est organisé par la mission ministérielle de prévention et de lutte contre les violences en milieu scolaire(DGESCO). Il est réalisé avec le soutien financier de la Mutuelle MAE et en partenariat avec le ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, Google et Rose Carpet, les Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA), E-Enfance, la FOEVEN, les FRANCAS, la Ligue de l'Enseignement, l'Observatoire international de la violence à l'école, l'Office Central de Coopération à l'Ecole, les Petits citoyens, les associations de parents d'élèves, l'UNICEF, Canopé...

Article 2 Participation

2.1 Candidatures

Le prix est ouvert aux élèves des écoles et établissements publics et privés sous contrat :

- Ecoles ;
- Collèges ;
- Lycées d'enseignement général et technologique ;
- Lycées professionnels ;
- Lycées agricoles.

Peuvent également participer au concours :

- les jeunes inscrits dans le cadre des accueils de loisirs associés à l'école (ALAE)
- les jeunes inscrits dans des structures d'animations avec ou sans hébergement
- les jeunes élus dans les conseils des enfants ou des jeunes mis en place par les collectivités.

2.2 Le projet

Ce prix invite des groupes d'enfants et de jeunes à réaliser collectivement une affiche ou une vidéo de prévention du harcèlement (d'une durée de 2 minutes).

La thématique du projet doit porter principalement sur le harcèlement et/ou cyberharcèlement, et plus spécifiquement pour les deux prix spéciaux sur le harcèlement sexiste et sexuel. Les travaux peuvent être en langue étrangère mais doivent obligatoirement être accompagnés d'une traduction.

Les projets doivent être le produit d'un travail collectif. Chaque école, établissement, structure ne peut présenter que deux projets (affiche(s) et/ou vidéo(s)) au maximum.

Le support peut être une :

Affiche : Les affiches peuvent être réalisées en format papier mais elles doivent être transmises exclusivement en format numérique (jpeg haute qualité). Elles comportent obligatoirement un élément de texte (« slogan ») lisible à distance (2 à 3 mètres) ;

Vidéo : la vidéo dure au maximum 2 minutes, générique compris (codec vidéo H.264 ou MPEG4, la taille du fichier ne doit pas excéder 2 GO)

Une déclinaison de ces deux catégories par cycle ou par âge (pour les structures hors éducation nationale) :

- Cycle 3 (classe de Cm1 à 6^{ème}, **ouvert au CE2**) • 8 à 11 ans
- Cycle 4 (classe de 5^{ème} à 3^{ème}) • 12 à 15ans
- Lycée (classe de seconde à terminale) • 15 à 18 ans

Quel que soit le support choisi, il devra mentionner au moins l'un des éléments suivants :

- Le numéro vert 3020 Non au harcèlement
- Le lien vers le site internet
<http://www.nonauharcelement.education.gouv.fr/>
- Le logo de la campagne ministérielle, permettant de retrouver facilement les ressources proposés.

2.3 Rubriques

Prix national

Le jury national fera sa sélection à partir des 10 lauréats présélectionnés et remontés pour chacune des académies par les jurys académiques. A l'issue du jury national, 11 lauréats recevront un prix selon cette répartition :

- **6 prix « non au harcèlement »**, répartis par cycle/âge et type de support,
- **2 prix spéciaux harcèlement sexiste et sexuel**, cycle 4 et lycée
- **1 prix cyber**, toutes catégories et âges confondus
- **1 prix « mention coup de cœur des élèves »**

Les projets primés dans ces rubriques recevront un chèque de 2000 euros de notre partenaire MAE pour financer le projet de prévention de leur établissement ou structure.

- **1 prix « mention coup de cœur des professionnels de la communication (DELCOM, Rose Carpet) »,** le projet lauréat sera transformé par les équipes de Youtube et Rose Carpet et servira de support de campagne de mobilisation du ministère pour l'année 2018.

Tout projet doit nécessairement être envoyé [au référent « harcèlement »](#) de son académie. Il est le seul interlocuteur des écoles, établissements et structures participant au concours.

Prix académiques

Les académies assurent un rôle essentiel dans ce dispositif en organisant la première phase du prix en académie avec la constitution d'un jury académique, composé des représentants de la MAE et des partenaires du prix.

La sélection du jury portera sur les rubriques et catégories présentées ci-dessous, soit une nomination au maximum de 10 lauréats éligibles à la sélection nationale.

Il n'y a pas d'obligation à faire remonter 10 nominés.

- **Catégorie : prix « non au harcèlement »**, répartis par cycle/âge et type de support
- **Catégorie : prix spécial harcèlement sexiste et sexuel**, un projet du cycle 4 et un projet du lycée, sous la forme d'une vidéo ou d'une affiche
- **Catégorie : prix cyber, toutes catégories et âges confondus**
- **Un prix coup de cœur académique** sera décerné par le jury académique et recevra une récompense de 1000 euros versées par la MAE. Le coup de cœur peut faire partie de la liste des nominés pour la sélection nationale. Le cumul des récompenses académiques et nationales est autorisé.

2.4 Composition des dossiers de participation

Les écoles et établissements dont l'envoi n'est pas conforme à la description ci-dessus peuvent voir leur participation refusée par les organisateurs académiques du prix.

Les projets ainsi que les annexes requises seront adressés par courrier classique aux référents "harcèlement" au rectorat de votre académie sur une clé USB. Leurs coordonnées sont disponibles sur le site eduscol : <http://eduscol.education.fr/cid72752/prix-non-au-harcelement-2016-2017.html>

La clé USB doit comprendre un dossier intitulé : Nom de l'académie+ Nom établissement+ tranche d'âge+ support (Exemple : **AIXCOLLEGEJAURESC3AFFICHE**), avec :

- L'affiche en format JPEG haute qualité
- ou
- La vidéo en codec H.264 ou MPEG4 avec une taille maximale de 2GO (pour rappel 2 minutes maximum générique compris)
- Ainsi que :
- La fiche de présentation de la structure/ de l'école/ de l'établissement
 - La fiche sur la démarche pédagogique, accompagnée de la liste des élèves et adultes ayant participé au projet
 - La fiche décrivant le plan de prévention du harcèlement à moyen terme
 - Les formulaires dûment remplis et signés de droits à l'image et droits d'auteur

L'ensemble de ces documents est disponible sur Eduscol :
<http://eduscol.education.fr/cid72752/prix-non-au-harcelement-2016-2017.html>

2.5 Calendrier

- 26/01/2018 : Date limite d'envoi des créations dans les académies
- du 29/01/2018 au 12/03/2018 : sélection par les jurys académiques, et début des remises des prix académiques, qui peuvent avoir lieu jusqu'à la fin du mois de juin 2018
- du 3/04/2018 au 6/04/2018 : sélection par le jury national
- du 14/05/2018 au 18/05/2018 : remise nationale des prix

Article 3 Sélection

3.1 Jury

3.1.1 Présélection académique

Le jury, en académies, sera composé du ou des référents harcèlement académiques et/ou départementaux, d'un.e représentant.e de la mutuelle MAE, d'un.e représentant.e de la direction régionale aux droits des femmes, de représentants de l'éducation nationale, d'élèves, de représentants des partenaires, de représentants de collectivités.

Le(s) référents académiques « harcèlement » coordonnent l'organisation du prix non au harcèlement dans leurs académies respectives. Les créations des nominés académiques seront transmises au jury national. Lors de la cérémonie académique, le jury académique remettra un prix « coup de cœur » pour la thématique du harcèlement ou du cyber, toutes catégories et âges confondus. Ce prix de 1000 euros sera remis par la mutuelle MAE. Le coup de cœur peut aussi concourir au niveau national.

3.1.2 Sélection nationale

Le jury national sera coprésidé par le délégué ministériel en charge de la prévention et de la lutte contre les violences en milieu scolaire et par le président de la mutuelle MAE. Il sera composé de représentants du ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, de représentants de Rose Carpet, de représentants de la DGESCO et de la DELCOM, d'universitaires, d'un représentant de Canopé, d'un représentant de l'Inspection générale, de représentants des élèves et des parents d'élèves, de représentants des partenaires.

3.1.3 Objectif des récompenses

Au niveau national, le concours récompense 11 projets. La somme remportée pour chaque projet a vocation à être cogérée par les jeunes eux-mêmes pour réaliser un plan de prévention du harcèlement pérenne dans leur établissement ou structure de référence.

Article 4 Valorisation

4.1 Cérémonie de la remise des prix

Les prix nationaux sont remis par le Ministre de l'Education nationale et par le président de la mutuelle MAE, au cours d'une cérémonie officielle qui sera l'occasion de présenter la politique de lutte contre le harcèlement en milieu scolaire menée par le ministère.

Seuls les lauréats et les partenaires engagés sur ce prix sont conviés à cette cérémonie.

Les modalités d'organisation de la cérémonie seront précisées ultérieurement aux directeurs d'école, aux chefs des établissements ou responsables de structures concernées.

Les lauréats de chaque établissement ou structure y sont représentés accompagnés d'un ou plusieurs membres de l'équipe éducative pour les écoles et établissements et d'un ou plusieurs encadrants pour les autres structures. Le nombre de participants sera déterminé par l'autorité finançant les déplacements et hébergements éventuels. Les académies lauréates seront sollicitées pour cette prise en charge qui reste facultative.

4.2 Diffusion des projets primés

Le ministère de l'Education nationale prend en charge la valorisation des travaux des lauréats ayant reçu un prix national. En effet, ces travaux pourront être mis en ligne sur les sites et réseaux sociaux du ministère (www.nonauharcelement.education.gouv.fr/, Facebook « Non au harcèlement à l'Ecole », education.gouv.fr, page Facebook du ministère, Twitter...) et sur les sites académiques volontaires. Ils pourront également être valorisés sur les sites Internet des écoles, établissements, autres structures et partenaires de ce prix.

Les projets primés diffusés sur les différents sites devront obligatoirement comporter le nom de l'école ou de l'établissement ou de la structure concernée. Les travaux ne seront pas retournés aux académies (chacun doit veiller à en garder une copie numérique).

Par ailleurs, les Recteurs d'académie se chargeront de la mise en valeur de ces travaux auprès des archives, des musées, des bibliothèques, des mairies, des établissements scolaires, etc.

La participation à ce concours vaut cession, à titre gratuit, au profit du ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de tous les droits de propriété des candidats ou de leurs ayants droits sur les documents et œuvres réalisés dans ce cadre.

Les candidats doivent veiller à respecter la législation sur les droits d'auteur. En particulier, les séquences extraites d'œuvres audiovisuelles dont les droits n'ont pas été cédés ne peuvent pas être diffusées.

Afin de permettre la valorisation des travaux, les équipes pédagogiques veilleront à ce que le droit à l'image (photos, vidéos, etc.) de toutes les personnes participant aux réalisations des élèves soit strictement respecté. À cet effet, elles feront remplir par les personnes concernées le formulaire d'autorisation de droit à l'image et de droits d'auteur téléchargeable sur le site : eduscol.education.fr/prix-non-au-harcelement et le joindront au travail des élèves lors de l'envoi de ce dernier au rectorat d'académie.